Est-il efficace de soutenir la natalité ?

Jean-Marc Aubert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/1992>

DOI : [10.4000/economiepublique.1992](https://doi.org/10.4000/economiepublique.1992)

ISSN : 1778-7440

Éditeur

IDEP - Institut d'économie publique

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 1999

ISBN : 2-8041-3059-2

ISSN : 1373-8496

Référence électronique

Jean-Marc Aubert, « Est-il efficace de soutenir la natalité ? », *Économie publique/Public economics* [En ligne], 03-04 | 1999/1-2, mis en ligne le 12 février 2007, consulté le 12 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/1992> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economiepublique.1992>

économie publique public economics

Revue de l'**Institut d'Économie Publique**

Deux numéros par an

n° 3-4 – 1999/1-

2

© De Boeck & Larcier s.a., 1999
Editions De Boeck Université
Rue des Minimes 39, B-1000 Bruxelles

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

Dépôt légal 1999/0074/219

ISSN 1373-8496
ISBN 2-8041-3059-2

économiepublique sur internet : www.economie-publique.fr

© Institut d'économie publique – IDEP

Centre de la Vieille-Charité

2, rue de la Charité – F-13002 Marseille

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

La revue **économie**publique bénéficie du soutien du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

ISSN 1373-8496

Est-il efficace de soutenir la natalité ?

Jean-Marc AUBERT

Direction de la Prévision, Paris¹

Introduction

Favoriser la natalité fut un des objectifs principaux qui guidèrent la constitution de la politique familiale en France. Il apparut en réaction à un déclin démographique relatif à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e². Ainsi, la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales visa à soutenir les familles des salariés dès le premier enfant et le code sur la famille de 1939 confirma l'orientation nataliste de la politique de la famille.

Cet objectif de soutien à la natalité a cependant perdu de son importance. Si en 1992, d'après l'enquête du CREDOC « Conditions de vie et Aspiration des Français », près de 23 % des individus jugeaient qu'il restait l'objectif principal poursuivi par les prestations familiales, seuls 13 % le pensaient encore en 1995.

Bien que cet objectif n'a pas eu la même importance dans l'élaboration des politiques sociales³ des autres pays développés, la situation française n'est toutefois pas spécifique. En Suède, par exemple, l'objectif de soutien de la natalité a été très présent dans la mise en place de la politique familiale. Dans les années 30, la natalité était relativement basse dans ce pays, le taux conjoncturel de fécondité atteignant 1,7 en 1934, le niveau le plus faible d'Europe. Un livre paru la même année, *La crise démographique* de A. et G. Myrdal déclencha, selon Pauti (1992), le premier véritable débat sur les conséquences de cette faible natalité et les moyens d'y remédier. Une commission royale, formée l'année suivante, reprit les hypothèses de A. et G. Myrdal : l'aide aux familles nombreuses, en allégeant le coût financier des enfants, devait favoriser la fécondité.

1. Les jugements et opinions exprimés par l'auteur n'engagent que lui-même et ni l'institution à laquelle il appartient ni *a fortiori* le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

2. D'après Tapinos (1992).

3. Le concept de politique familiale reste limité à quelques pays.

La structure des transferts en direction des familles, en France, est restée relativement marquée par cet objectif de soutien à la natalité. Les allocations accordées pour le troisième enfant sont importantes alors que celles accordées pour le premier sont très réduites. Par ailleurs, l'indice de fécondité dans les pays européens reste assez faible. Toute réforme de la politique familiale ne peut donc éviter le débat sur la nécessité ou non de soutenir la natalité.

L'ambition de cet article n'est pas, bien évidemment, de répondre à cette question qui constitue un sujet de débat pour l'ensemble de la société. Elle est seulement d'apporter quelques arguments économiques dans le cas des pays développés. Une limite importante existe à une telle démarche. En effet, les objectifs des politiques sociales sont divers et il peut paraître erroné de distinguer, dans une approche économique, le seul objectif de soutien à la natalité. Cependant, d'un point de vue pragmatique, il paraît difficile de ne pas cibler la réflexion.

L'analyse économique tend alors à s'interroger sur l'efficacité pour la collectivité d'un investissement en faveur d'une politique de soutien à la natalité. Les ressources disponibles étant limitées, un arbitrage entre les différents moyens de les utiliser est nécessaire. Cet arbitrage dépend de deux questions :

- Existe-t-il des bénéfices collectifs liés aux enfants non pris en compte par leurs parents dans leur décision de fécondité ? Si ces bénéfices ou externalités positives liées à la présence d'enfants existent, des politiques publiques visant à favoriser leur prise en compte par l'ensemble des ménages dans leur décision sont efficaces.
- De telles politiques ont-elles un effet sur les comportements des ménages ? L'importance de cet effet conditionne directement le degré d'inefficacité généré par l'absence (ou l'insuffisance) de ces mesures. Si le comportement de fécondité des ménages n'est pas modifié par les transferts en faveur des ménages, ceux-ci ne généreront aucun gain de surplus collectif, du strict point de vue de l'objectif considéré.

La première partie de cet article présente les résultats de nombreux travaux théoriques et empiriques qui mettent en évidence l'existence d'un effet global des politiques en faveur des familles sur la natalité mais aussi ses limites. La deuxième partie s'intéresse plus à l'efficacité marginale de ces politiques. Enfin, la troisième partie tente d'apporter un certain nombre d'éléments de réflexion sur la rationalité économique de cet objectif de soutien à la natalité.

1. L'effet sur la fécondité des politiques en faveur des familles

De nombreux travaux théoriques et empiriques ont cherché à mettre en évidence et à quantifier l'impact des transferts en direction des familles sur la fécondité dans les pays développés. Ces travaux peuvent être regroupés en trois catégories : des études démographiques sur les évolutions des taux de fécondité, une réflexion théorique à partir des développements de Becker et des travaux économétriques, dont certains intègrent partiellement les modélisations théoriques.

1.1 Études démographiques

De nombreuses études démographiques ont tenté de mettre en évidence les effets de la politique familiale sur la natalité. Elles consistent en des analyses des évolutions historiques du taux synthétique de fécondité et en des comparaisons internationales. Les résultats de ces études sont très délicats à interpréter puisqu'il est difficile de distinguer les effets des politiques de soutien à la natalité des effets d'autres évolutions sociales ou économiques.

Schwarz (1989) montre que certains changements de la politique familiale ont eu un impact relativement important sur la fécondité en Allemagne. Il cite notamment le cas de la Sarre et celui de Berlin Ouest. En Sarre, dès 1960, la fécondité a décru rapidement. Cette baisse pourrait s'expliquer en partie par la réduction des allocations familiales liée à la fin de l'occupation française en 1957. Cependant, d'autres facteurs, tels que les difficultés économiques de la région et la fin du baby-boom, ont certainement joué. L'étude des évolutions de la fécondité à Berlin-Ouest est aussi instructive. Jusqu'en 1970, la population de Berlin-Ouest partageait, avec celle de Hambourg, la caractéristique d'avoir le taux synthétique de fécondité le plus bas des länder allemands. À partir de 1965, les évolutions des taux de fécondité de Hambourg et de Berlin-Ouest se sont différenciées : le taux de Hambourg s'est nettement réduit, tandis que celui de Berlin s'est maintenu et est même devenu supérieur à celui des autres länder. Ceci pourrait s'expliquer, d'après l'auteur, par les mesures financières de soutien au mariage des jeunes couples et à la fécondité qui ont été prises par le gouvernement de Berlin à partir de 1962.

Une étude de Monnier (1989) sur la RDA conclut aussi sur l'impact positif de la politique familiale. En effet, jusqu'en 1976, les taux synthétiques de fécondité dans les deux Allemagne évoluaient de manière assez symétrique. En 1976, la RDA adopte des mesures visant à accroître la natalité (extension du congé de maternité, congé familial, et incitations financières). Ces mesures permettent une remontée du taux de natalité. Cependant, A. Monnier remarque que l'impact de long terme est plus faible qu'il n'y paraît à première vue, car une forte accélération du calendrier des naissances a accompagné la hausse de la descendance finale. D'après lui, cette faiblesse des effets de long terme pourrait s'expliquer par des effets indirects des allocations sur la formation des couples.

La principale faiblesse de ces études démographiques est leur difficulté à séparer les effets de la politique familiale de ceux des nombreux facteurs externes qui influencent la fécondité : situation économique, situation d'activité des femmes, phénomènes culturels et liens de la fécondité avec l'institution du mariage. L'étude de Schwarz l'illustre bien : d'autres facteurs ont pu être la cause de la baisse de la fécondité de la population de la Sarre. Un autre exemple remarquable est une étude de comparaison entre l'évolution de la fécondité entre la France et le Royaume-Uni conduite par Hantrais (1992). Ce dernier constate que les taux synthétiques de fécondité sont restés assez semblables dans les deux pays entre 1965 et 1990. Or, les politiques familiales sont très contrastées. En France, le soutien à la famille est fort, alors que, au Royaume-Uni, la famille relève essentiellement de la sphère privée. Ainsi, la comparaison qualitative ne permet pas de montrer de liens entre politique familiale et fécondité.

Cependant, ces études démographiques présentent un certain intérêt. Elles apportent des indices sur un lien possible entre aides à la famille et natalité. Mais surtout, elles mettent en évidence les limites du taux de conjoncturel de fécondité, indicateur utilisé dans de nombreuses études économétriques. Les effets des transferts en faveur des familles sur le calendrier des naissances peuvent être plus importants que les effets à long terme sur la fécondité.

1.2 Le modèle néoclassique (« new home economics »)

Au début des années 1960, un modèle de la famille a été mis en place par des économistes américains. Il prétend apporter un cadre d'analyse cohérent pour l'étude des déterminants de la fécondité.

1.2.1 Présentation du modèle

Dans un modèle utilitariste de type classique, l'enfant pourrait être considéré comme un bien « consommé » par le ménage. Becker⁴ est à l'origine du développement de cette théorie. L'approche initiale est la description d'un arbitrage simple entre trois biens : consommation des ménages, nombre d'enfants, et qualité des enfants. Ce dernier terme est relativement imprécis. Il correspond en général au niveau d'éducation des enfants entendu dans un sens relativement large.

L'arbitrage entre quantité d'enfants et qualité a été approfondi afin de réconcilier l'hypothèse d'une croissance de la fonction d'utilité avec le nombre d'enfants et une éventuelle décroissance du nombre d'enfants désirés avec le revenu. Pour cela, Becker et Lewis (1973) proposent de lier qualité et quantité des enfants dans la contrainte budgétaire des ménages. Un couple nouvellement marié maximise son utilité $U(n, q, s)$ fonction de son nombre d'enfants n , de leur qualité q et de sa consommation personnelle, sous la contrainte que son revenu soit supérieur à la somme du coût de sa consommation s et du coût de ses enfants égal au produit du nombre d'enfants et du coût de leur qualité. Avec une telle formulation, si la préférence des individus pour la qualité est suffisamment importante, le nombre d'enfants désiré peut décroître avec le revenu même si l'utilité reste croissante avec le nombre d'enfants.

L'introduction de l'altruisme permet d'endogénéiser la préférence pour la qualité. Pour modéliser l'importance que portent les parents au bien-être de leur descendance, il est possible d'introduire dans leur fonction d'utilité un terme dépendant de l'utilité de leurs enfants. Ainsi, l'utilité des parents dépend de leur propre consommation, de leur nombre d'enfants et de la consommation actuelle et future de leurs enfants. Cette dernière croît avec le revenu des enfants sur l'ensemble de leur cycle de vie. Comme ce revenu est fonction de la qualité des enfants, c'est à dire en particulier des soins et de l'éducation qu'ils ont reçu, la notion de préférence pour la qualité devient endogène.

Willis (1973) a intégré par ailleurs dans ce modèle un arbitrage entre travail salarié et temps consacré aux enfants. Le modèle initial ne permettait pas d'expliquer pourquoi la hausse de l'activité féminine s'est accompagnée d'une baisse de la fécondité. En considérant qu'une partie

4. L'ouvrage de Becker (1991) donne un bon aperçu de la *New Home economics*.

du coût de l'enfant est un coût en temps, on introduit un arbitrage travail-enfant du même type que l'arbitrage travail-loisir.

Les allocations familiales, qui permettent une baisse du coût de l'enfant, ont dans ce type de modèle un effet positif sur la fécondité. Cependant, la hausse de la fécondité s'accompagne d'une hausse des coûts de la descendance totale. Elle a donc pour conséquence une baisse des dépenses consacrées à chaque enfant et donc de leur qualité.

1.2.2 Les effets de long terme

Becker et Barro (1988) ont développé un modèle pour analyser le lien entre les différentes générations. Ce modèle est basé sur l'hypothèse que les parents sont altruistes. En reliant leur utilité à celle de leurs descendants et ainsi de suite, on obtient une fonction d'utilité dynastique : la première génération prend en compte l'utilité de toutes les générations futures. Chaque enfant a un coût donné. Par ailleurs, les parents ont la possibilité de transférer à leurs enfants une partie de leurs revenus sous forme d'un capital. Ce capital peut s'interpréter comme un héritage ou comme de l'éducation.

Lorsque les individus maximisent leur utilité, le coût et le bénéfice des enfants sont égaux. Cette maximisation implique une certaine condition de répartition de la consommation à travers les générations. Du fait de cette condition, la fécondité d'une génération dépend de la croissance du coût net de l'enfant. Ainsi, une aide permanente pour l'éducation des enfants instituée à partir de la génération j augmente la fécondité pour la génération j , car elle réduit le coût de l'enfant relativement à celui qu'ont connu les autres générations. Cependant, à taux d'intérêt constant, la fécondité des générations postérieures à la génération j reste inchangée par rapport à la situation initiale, le coût de l'enfant pour ces générations restant en fait constant.

Ce modèle montre que la politique familiale a un impact sur la fécondité à court et moyen terme, mais qu'il est difficile de mesurer l'ensemble de ses effets. Une politique familiale appliquée à un moment donné modifie le comportement d'une génération mais pas forcément celui de l'ensemble des générations futures, alors même que son coût demeure.

D'autres travaux se sont intéressés au bouclage macro-économique. Barro et Becker (1989) montrent que dans une économie fermée, une

hausse du coût de l'enfant entraîne une augmentation du capital par travailleur et donc une diminution du taux d'intérêt réel. Cette baisse du taux d'intérêt, à travers ses effets sur la contrainte budgétaire intertemporelle des ménages, réduit de manière indirecte la fécondité⁵. Ainsi, si on fait abstraction de son mode de financement, l'effet des politiques réduisant le coût des enfants est renforcé par l'effet de retour macro-économique.

1.2.3 Critiques du modèle

Ce modèle reste théorique. Il a été l'objet de nombreuses critiques. On ne s'intéressera pas ici aux critiques sur les fondements de la théorie micro-économique. On retiendra uniquement le cas de l'analyse de Blanchet et Klein (1997). Pour ces derniers, le modèle de la *New Home economics* ne peut être utilisé pour l'analyse de politiques démographiques, car le choix d'un individu moyen ayant une fonction d'utilité continue représente relativement mal l'existence d'individus hétérogènes qui font des choix discrets.

Le développement d'une théorie à partir des modèles de choix discrets décrirait peut-être mieux les processus. Cependant, il ne paraît pas évident qu'il modifierait fondamentalement les résultats du modèle. En effet, l'utilisation de modèles de choix discrets dans d'autres domaines de l'économie, comme l'économie des transports, ne les a pas révolutionnés. Sous certaines conditions, un modèle de choix discrets est équivalent au modèle classique. Ainsi, en l'absence d'autres développements théoriques, il paraît possible de retenir les résultats de l'analyse néoclassique, en restant évidemment conscient de ses imperfections.

1.3 Études économétriques

Les études économétriques s'inspirent en général du modèle économique de la famille dans le choix des variables. Elles permettent de quantifier les effets de la politique familiale en dépassant certaines limites des études de type démographique. La plupart d'entre elles utilisent des modèles assez classiques de type linéaire ou loglinéaire. Des études récentes ont la particularité d'utiliser des modèles de choix discret qui permettent de mieux modéliser les choix des familles en matière de fécondité.

5. On pourra s'intéresser aussi aux travaux de Galor et Weil (1993), qui dans un cadre un peu différent, et en particulier en l'absence de préférence pour la qualité, mettent en évidence un autre effet de bouclage macro-économique, qui a des résultats semblables.

1.3.1 Modèles linéaires et loglinéaires

Une des premières études économétriques sur le lien entre fécondité et politique familiale a été réalisée par Ekert-Jaffé (1986). Elle porte sur 8 pays européens (CEE de 1981 moins l'Irlande) au cours de la période 1971-1983. L'équation estimée relie le taux synthétique de fécondité au logarithme du salaire féminin, au taux d'activité des femmes et au logarithme d'un indice de la politique familiale. Cet indice est une somme pondérée des allocations pour chaque enfant qui donne une plus grande importance aux aides en faveur des enfants de rang élevé. Des indicatrices par pays permettent de tenir compte des niveaux spécifiques de la fécondité. L'utilisation de données exprimées en PPA évite les difficultés liées aux variations de taux de change. Le principal résultat du modèle est l'existence d'un effet positif et significatif des allocations familiales sur la natalité. Une politique familiale du type de celle de la France permet l'augmentation du taux de fécondité de 0,2 enfants par femme. L'auteur avance même qu'une couverture complète du coût de l'enfant (qui nécessiterait de multiplier par 6 les allocations familiales françaises de 1983) entraînerait une hausse supplémentaire du taux synthétique de fécondité de 0,31 enfants par femme.

Ces résultats sont cohérents avec ceux d'une étude réalisée par Blanchet et Ekert-Jaffé (1994) sur 11 pays européens (les huit précédents plus la Grèce, la Norvège et la Finlande) au cours de la même période. L'application de la politique familiale française au Royaume-Uni induirait une hausse du taux synthétique de fécondité de 0,17. Les principales différences de ce modèle avec le précédent sont liées à la forme de l'équation et au calcul de l'indice de la politique familiale. L'équation est linéaire et les coefficients de l'indice de la politique familiale sont établis à partir d'un modèle théorique de choix discret du nombre d'enfants — cf. 2.2 et Blanchet (1987).

Gauthier et Hatzius (1997) obtiennent des effets du même ordre. Leur modèle est légèrement différent des précédents. Il comporte notamment un terme autorégressif pour prendre en compte la différence entre les effets de court terme et les effets de long terme. Leur échantillon comprend 22 pays sur la période 1970-1990. Une hausse des allocations familiales de 25 % aurait un effet sur la fécondité de 0,01 enfant par femme à court terme et 0,07 enfant par femme à long terme.

Whittington et alii (1990) ont étudié l'impact des réductions d'impôt pour charge d'enfant aux États-Unis. Leur étude économétrique porte sur

les évolutions du taux de natalité américain entre 1913 et 1984. De nombreuses variables sont intégrées : salaires féminins, revenus masculins et du capital, mortalité infantile, chômage et des variables temporelles. Les effets de modification de ces réductions d'impôt s'étalent conventionnellement dans le modèle sur cinq ans. Le principal résultat est que les réductions d'impôt, qui couvraient entre 4 et 9 % du coût du premier enfant en 1981 et entre 6 à 14 % de celui des enfants suivants, sont responsables de 11 % du taux de natalité.

Ainsi, l'ensemble de ces études économétriques montre que les transferts (ou réductions d'impôts) en faveur des familles ont une incidence significative sur la fécondité. Cet effet reste relativement limité. La politique familiale française serait responsable d'environ 10 % de la fécondité. L'étude de Whittington et alii est légèrement plus optimiste sur les effets des réductions d'impôt aux États-Unis.

Ces études ont plusieurs limites. Tout d'abord, les études économétriques sur la politique familiale ont nécessité la construction d'indices, dont dépendent les résultats. Par ailleurs, elles ne peuvent que difficilement tenir compte des modifications de calendrier. Comme le montrent les études démographiques ou des études empiriques — Hotz et Miller (1988) par exemple —, un des effets de la politique familiale sur la fécondité est la modification du calendrier des naissances. Ainsi, une part de l'impact estimé des aides aux familles sur les taux conjoncturels de fécondité ou de natalité n'existe qu'à court et moyen terme. La valeur de l'impact effectif de la politique de soutien aux familles est en fait peut-être plus faible que les valeurs estimées.

1.3.2 Un modèle de choix discrets

Pour prendre mieux en compte les différents choix des couples et, en particulier, s'affranchir au moins partiellement des limites des études économétriques classiques, il est possible de développer des modèles de choix discret. Ces modèles tentent de représenter le comportement des individus qui doivent choisir entre différentes options exclusives. Blanchet (1987) a appliqué un modèle de ce type pour estimer l'impact de la politique familiale. Néanmoins, ses estimations restent assez limitées par rapport au travail de Lefebvre et alii (1994).

L'étude effectuée par ces derniers utilise un modèle dit « logit imbriqué », c'est à dire un modèle dans lequel les individus font face à

plusieurs choix successifs, l'utilité des différentes options de chacun des choix étant stochastique et distribuée suivant une loi de Gumbell.

Trois choix successifs sont pris en compte : le premier est le désir du couple d'avoir ou non des enfants ; le deuxième est le nombre d'enfants et le troisième le choix de la mère entre activité et inactivité. Ce modèle a pu être estimé au moyen de données micro-économiques sur les couples canadiens entre 1976 et 1988. Les variables explicatives sont des variables socio-économiques décrivant l'éducation, l'âge de l'épouse, les revenus du ménage, la région et le chômage.

Le modèle, une fois estimé au moyen du maximum de la vraisemblance, est utilisé pour simuler différentes options de politique familiale. Ainsi, la suppression des allocations familiales et des exemptions fiscales pour enfant à charge aurait réduit les naissances de 4 % sur la période étudiée au Canada. La seule suppression des exemptions fiscales les aurait réduit de 1,5 %. Par contre, l'alignement sur les allocations québécoises des allocations fédérales aurait augmenté de 2,8 % les naissances.

Ces effets semblent relativement plus faibles que ceux mis en évidence par les études économétriques plus classiques. Cependant, une bonne comparaison des deux méthodes nécessiterait de les appliquer sur une même population afin d'éviter l'influence des différences d'environnement socio-économique.

2. L'efficacité relative des instruments

Les travaux présentés dans la partie précédente mettent en évidence l'existence d'un effet global de la politique familiale sur la fécondité. Cet effet reste relativement faible. Ce résultat ne permet cependant pas de conclure sur l'efficacité des politiques en direction des familles sur la fécondité. En effet, ces politiques poursuivent des objectifs très divers. Une part des mesures en faveur des familles peut donc n'avoir aucun effet sur la fécondité sans que cela entraîne directement l'inefficacité des mesures de soutien à la natalité. L'analyse ne peut donc pas se contenter de résultats globaux mais doit prendre en compte l'efficacité marginale de certains dispositifs.

C'est la raison pour laquelle la politique familiale française s'est focalisée sur l'aide aux familles nombreuses et en particulier au troisième enfant. Quelques travaux ont examiné spécifiquement ces effets. Au-delà, il est possible de s'interroger sur les autres instruments existants.

2.1 Réflexions sur la notion de l'efficacité d'une mesure de soutien à la natalité

L'étude de l'efficacité relative d'une mesure doit prendre en compte son impact et son coût. Une politique optimale maximise les réalisations à ressources données. Le rapport entre efficacité et coût permet, dans ce cadre, de mesurer l'efficacité relative de chaque aide. Cependant, il ne semble pas totalement suffisant. Si, par exemple, on pense que l'aide au sixième enfant est relativement efficace, on ne peut sûrement pas attendre de cette aide qu'elle permette de faire remonter le taux de fécondité au seuil de renouvellement de générations, même en multipliant son montant. Une telle multiplication risque de modifier son efficacité relative. L'impact global de l'aide paraît donc être aussi un paramètre utile.

Pour obtenir des aides relativement efficaces par rapport à leur coût, on peut vouloir limiter les effets d'aubaine qui y sont liés. L'aide au premier enfant, par exemple, paraît assez inefficace *a priori* pour favoriser la natalité, puisque près de 90 % des femmes, en France, ont au moins un enfant alors que son niveau est faible.

Il faut cependant se méfier des effets indirects des aides qui, à travers des changements du comportement des ménages, peuvent modifier complètement leur efficacité. Ainsi, il est possible de s'interroger sur les relations entre calendrier des naissances, descendance finale, formation des couples et certaines mesures familiales.

2.2 Le cas de l'aide au troisième enfant

Le nombre de naissances de rang 1 et 2 a peu évolué au cours des cinquante dernières années. La diminution de la natalité est en fait liée à la réduction forte du nombre de familles nombreuses (de 3 enfants et plus). Dans ce contexte, diverses études ont tenté de mettre en évidence l'efficacité relative du montant élevé de l'aide au troisième enfant, une particularité de la politique familiale française qui a été conçue à l'origine notamment pour soutenir la natalité.

Une étude de Blanchet (1987) utilise un modèle de choix de fécondité. Un couple est prêt à avoir un enfant si le coût de cet enfant, dépendant de son rang, est inférieur à un seuil. L'activité des parents joue aussi sur le coût de l'enfant. Si la mère choisit de ne pas travailler, le coût de l'enfant intègre le coût d'opportunité associé au non-travail. Si elle choisit de travailler, il inclut les frais de garde. Ces différents paramètres suivent des distributions de Gumbell, ce qui permet de se situer dans le cadre d'un

modèle de type « logit multinomial ». Ce modèle permet de montrer que l'efficacité de l'aide à l'enfant de rang n s'écrit $kbn(1 - bn)$ avec k constant et bn la proportion de couples ayant au moins n enfants. L'impact est donc d'autant plus grand que cette proportion est proche de 0,5. Cependant, l'efficacité relative au coût de la mesure est décroissante avec bn . Ceci expliquerait pourquoi l'objectif de soutien à la natalité conduirait à privilégier les aides aux enfants de rang élevé (3 et plus). De fait, il est possible de remarquer l'absence d'aides spécifiques aux enfants de rang élevé dans la plupart des pays où la hausse de la natalité n'est pas un objectif de la politique sociale. L'auteur cependant rappelle les limites de ses résultats : ceux-ci restent liés à la forme des fonctions utilisées et aux hypothèses retenues dans le choix des paramètres. Enfin, des effets natalistes assez significatifs restent relativement coûteux.

Ekert-Jaffé et Maugué (1992) concluent aussi à l'efficacité relative de l'aide aux enfants de rang 3. Les modèles utilisés consistent en des régressions des contributions des naissances d'enfants de rang 1 à 4 au taux de fécondité en France entre 1960 et 1980 sur le salaire féminin, les allocations correspondant au rang donné et certaines variables caractéristiques des catégories professionnelles. Les aides aux enfants de rang 1 n'ont pratiquement pas d'impact sur les naissances de rang 1. Les aides au rang 2 ont un impact très limité. Par contre les aides aux enfants de rang 3 sont un déterminant important des naissances de rang 3.

Gauthier et Hatzius (1997) remettent en question ces résultats. Leur étude économétrique est menée sur les données des taux de fécondité de 22 pays entre 1970 et 1990. Les auteurs ont estimé une équation qui relie les taux de fécondité des différents rangs à différentes variables socio-économiques ou caractéristiques de la politique familiale (aides aux enfants du rang concerné, durée du congé de maternité, revenu de remplacement pendant ce congé). Ils aboutissent au résultat suivant : l'impact global de l'aide au troisième enfant est de l'ordre de la moitié de l'impact de l'aide au second enfant et de l'ordre du cinquième de celui de l'aide au premier enfant. Il apparaît donc que les aides aux enfants de rang 3 ne sont pas supérieures aux autres en termes d'efficacité. Une estimation de leur modèle sur les données des seuls pays d'Europe occidentale aboutit à un résultat très légèrement différent : l'efficacité des aides aux enfants de rang 3 rejoint celle des aides aux enfants de rang 2, les aides aux enfants de rang 1 n'ayant pas d'effet significatif.

Au vu de ces résultats assez contrastés, il n'est pas possible de se prononcer de façon univoque sur l'efficacité de l'aide aux enfants de rang 3, même si des indices existent. Il se pourrait, par ailleurs, qu'il y ait eu une modification de l'efficacité de la politique familiale au cours du temps.

2.3 Les autres instruments possibles

Il n'existe que peu de travaux sur l'efficacité, du point de vue de l'objectif de soutien à la natalité, des autres instruments possibles.

2.3.1 Aide à la conciliation vie professionnelle-vie familiale

Il est courant d'associer la baisse de la fécondité à la hausse de l'activité féminine⁶. L'évolution de la place des femmes dans la société occidentale a engendré une hausse relative des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes. L'attrait du travail féminin a grandi, ce qui a conduit à une hausse du coût d'opportunité des enfants. Pauti (1992) rappelle que l'aide publique suédoise à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale pourrait être favorable à la natalité. Thélot (1998) prend une position semblable en affirmant que, pour influencer le nombre d'enfants désirés, « il est probable qu'il faudrait améliorer l'articulation entre vie professionnelle et vie familiale » (p. 113).

Une étude de Rignols (1996) sur l'allocation parentale d'éducation (APE) semble confirmer ce constat. L'APE incite, à travers une aide financière, les femmes à se retirer provisoirement du marché du travail lorsque leurs enfants sont en bas âge. L'APE donnée à partir du troisième enfant aurait conduit, d'après les travaux de Rignols, à 8 000 naissances supplémentaires par an, soit 1,4 % de l'ensemble des naissances pour un coût annuel de l'ordre de 5,5 milliards de francs, soit un quinzième des seules allocations familiales. L'APE paraît alors plus efficace que la politique familiale prise dans son ensemble. Ce résultat doit cependant être considéré avec précaution eu égard au caractère assez fruste de la partie de l'étude de Rignols portant sur la natalité.

L'idée qu'une aide à la conciliation de la vie professionnelle avec la vie familiale puisse avoir un effet significatif sur la fécondité ne semble donc pas avoir été validée pour le moment par des travaux empiriques.

6. cf. par exemple Becker (1991) et Blanchet (1996).

2.3.2 Autres mesures

En fait, l'ensemble des mesures qui agissent sur l'environnement socio-économique des familles peut avoir une incidence sur la fécondité. Il convient donc d'élargir le champ de l'analyse aux mesures ne concernant pas uniquement la compensation du coût de l'enfant.

Par exemple, il peut paraître intéressant de réexaminer certaines mesures institutionnelles pour évaluer les incitations qu'elles peuvent donner aux individus. Il est incontestable que la vie des individus ne dépend pas uniquement des préoccupations de type économique. Cependant, ces dernières conditionnent en partie les choix possibles et peuvent agir à long terme sur les normes sociales.

Crémer et Pestieau (1991) ont cherché à montrer comment la demande d'enfants pouvait être influencée par le type de relation existant entre parents et enfants. Pour cela, ils ont modélisé les comportements stratégiques des parents et des enfants en retenant l'hypothèse que l'héritage est donné en échange de la préoccupation que les enfants ont porté à leurs parents. À partir des modifications des équilibres stratégiques avec l'environnement économique et institutionnel, les auteurs aboutissent à deux conseils de politique ayant pour objectif d'accroître la fécondité : il faut éviter un trop fort développement des systèmes d'aides aux personnes âgées se substituant aux solidarités familiales et ne pas trop contraindre les donateurs en ce qui concerne le partage de l'héritage. Le premier conseil rejoint en fait le constat de certains économistes sur une des causes de la baisse de la fécondité. L'existence de systèmes prenant en charge les personnes âgées, comme les régimes de retraite, réduit la valeur des enfants pour leurs parents. Leur deuxième conclusion est plus originale. Elle repose directement sur l'importance du pouvoir de négociation des parents par rapport à leurs enfants. Plus les parents sont libres de distribuer leur héritage, plus ils peuvent inciter leurs enfants à s'occuper d'eux quand ils sont âgés, ce qui augmente la valeur des enfants pour leurs parents.

Ce type de travaux reste très théorique mais il a l'avantage de s'intéresser à des mesures qui ne sont que rarement intégrées à la réflexion sur les politiques sociales. Les aides aux familles ne doivent pas être considérées comme les seuls instruments ayant une incidence sur la fécondité.

3. Soutien à la natalité, croissance et vieillissement

L'existence d'une politique ayant un impact sur la natalité ne suffit pas à justifier l'importance des moyens qui y sont consacrés. Les ressources disponibles dans une économie devraient être réparties de manière à maximiser le bien-être (au sens du « Welfare » économique) de la collectivité et des générations qui lui succéderont. Si la fécondité est vue comme un outil permettant de transmettre et d'accroître les richesses futures de la population, il existe certains moyens alternatifs tels que l'investissement en capital physique ou humain.

3.1 Le redressement « spontané » du taux de fécondité

La réflexion sur l'efficacité de l'objectif de soutien aux familles est motivée en partie par la faiblesse de l'indicateur conjoncturel de fécondité. Il est possible de s'interroger sur les possibilités d'un redressement « spontané ».

3.1.1 Indicateurs conjoncturels et descendance finale

Une première cause de ce redressement pourrait être la stabilisation de l'âge à la première naissance. Un certain nombre de travaux ont montré que la baisse du taux synthétique de fécondité est due au moins en partie à la hausse de l'âge des femmes à la première naissance. Cette baisse ne présage en rien de la descendance finale des différentes générations. Il suffirait, si la descendance finale ne se réduit pas, que l'âge des femmes à la naissance se stabilise pour que le taux conjoncturel de fécondité remonte.

On observe effectivement que la baisse du nombre d'enfants à 25 ans est partiellement due à un effet de calendrier. Elle est compensée par une hausse des naissances aux âges plus élevés. Cependant, la descendance finale des générations s'est réduite et son niveau se situe actuellement juste au seuil du renouvellement des générations.

Fig. 1. Nombre moyen d'enfants par femme à divers âges suivant la génération.
Source : INSEE (1996).

3.1.2 Cycles de fécondité

Certains travaux démographiques parviennent à approcher l'existence de cycles démographiques sur longue période. Easterling (1973) a développé une théorie selon laquelle les femmes nées dans des cohortes nombreuses auraient tendance à avoir moins d'enfants que les femmes nées dans des cohortes peu nombreuses à cause des aspirations des différentes générations sur leur niveau de vie futur (première hypothèse) ou à cause d'anticipation sur le marché du travail (seconde hypothèse). Ainsi, les femmes nées au cours du baby-boom devraient avoir peu d'enfants, mais leurs enfants pourraient en avoir plus.

Chesnais (1986) remet ces hypothèses en question. La difficulté de mesurer les cycles qui durent de nombreuses années est patente. Chesnais n'est pas d'ailleurs convaincu de l'existence d'un mécanisme aussi stable : « il n'existe pas d'explication simple et généralisable de l'évolution de la fécondité ».

Bonneuil (1989) s'interroge sur la validité de l'hypothèse d'Easterlin à partir de l'évolution du taux net de reproduction dans les pays industrialisés entre 1931 et 1985. En appliquant les théories du « chaos déterministe », il montre que les trajectoires d'évolution des taux de fécondité sont assez instables : la conjoncture pourrait faire évoluer la fécondité d'un cycle limite haut à un cycle limite bas, le retour s'effectuant à travers une trajectoire instable. Un phénomène d'hystérésis semble être associé à ces transitions. L'auteur en conclut que l'hypothèse d'un retour à des taux élevés de reproduction par un simple mécanisme démographico-économique est peu valide.

3.1.3 Situation économique et fécondité

L'existence de difficultés économiques peut avoir un effet sur la fécondité. D'après les résultats empiriques de Gauthier et Hatzius (1997), la hausse du chômage induit une baisse de la fécondité. Cet effet peut être lié soit aux difficultés financières que connaissent les individus, soit à des anticipations négatives sur l'avenir de leurs enfants. D'un autre côté, les difficultés économiques réduisent le coût d'opportunité des enfants. La corrélation négative entre activité des mères et natalité paraît établie.

Une étude économétrique de Mocan (1990) illustre la complexité des relations entre la fécondité et le cycle économique. Elle montre tout d'abord, à partir de données américaines sur la période 1963-1982 que le taux de fécondité, le taux de divorce et les taux de chômage spécifiques au sexe suivent des tendances stochastiques. Une méthode de cointégration permet de déterminer les liens entre ces séries. Dans un modèle simple à deux variables, une hausse du taux de chômage féminin ou masculin génère une baisse de la fécondité. Par contre, si on ajoute au modèle le taux de divorce et le taux de nuptialité des jeunes, la fécondité devient contracyclique : une hausse du chômage augmente le taux de fécondité.

Aucune conclusion claire ne ressort réellement de ces travaux. Néanmoins, il semble qu'on ne puisse attendre un fort accroissement de la fécondité d'une reprise économique.

3.2 Fécondité et externalités

Cigno (1986) s'interroge sur l'opportunité des allocations familiales. S'il n'y a pas d'externalités positives, les compensations pour charge d'enfant ont des effets inefficaces : elles favorisent la naissance d'enfants dont le coût est supérieur à leur valeur pour la collectivité. Si les enfants n'apportent rien à la collectivité de plus que ce qu'ils apportent à leurs parents, l'objectif de soutien à la natalité est caduc. L'existence d'externalités positives par contre justifie un soutien aux familles en proportion de celles-ci.

3.2.1 Fécondité et croissance

La théorie de la croissance endogène peut soutenir l'existence d'externalités positives. Une telle théorie considère que le capital, et notamment le capital humain, a des rendements croissants. Ce capital humain

dépend d'abord du niveau d'éducation atteint. Mais, on peut se demander s'il ne dépend pas aussi de la taille des générations.

Barro (1996) et Brander et Dowrick (1994) ont examiné de manière empirique les liens entre fécondité et croissance. Leurs études consistent en l'estimation d'équations liant le taux de croissance économique à différents facteurs dont la croissance démographique. Elles montrent que le taux de fécondité affecte négativement le taux de croissance par habitant. Cela semble être la conséquence d'un effet de dilution assez important des ressources : une hausse de la fécondité entraîne un accroissement du nombre d'habitants et donc spontanément une baisse du PIB par habitant.

Ce type de travaux paraît cependant relativement inadapté pour rejeter l'hypothèse de l'existence d'externalités positives de la fécondité sur la croissance future. En effet, un accroissement démographique ne pourrait avoir un impact positif sur la croissance qu'à très long terme. Ceci représente un obstacle dirimant sur les possibilités de valider ou de rejeter l'hypothèse d'existence d'externalités sur la croissance au moyen d'études empiriques.

3.2.2 Régimes de retraite et externalités

L'existence de régime de retraite par répartition est une autre source possible d'externalités. L'équilibre futur des régimes de retraite dépend des cotisations futures. Or, un accroissement du nombre d'enfants entraîne un accroissement du nombre de cotisants. Becker (1988) résume ces considérations en écrivant que le développement des régimes par répartition réduit la valeur des enfants pour leur parents mais non pour la collectivité. Bichot (1993) propose d'ailleurs que, pour internaliser ces externalités, la retraite dépende directement de l'investissement des individus en capital humain. La majoration des pensions des parents de famille nombreuse en France entre d'ailleurs relativement bien dans ce cadre.

Schweizer (1996) en tire des conséquences extrêmes. Il compare deux types de modèles théoriques dans lesquels la population est traitée de manière endogène : les modèles de biens publics locaux et les modèles à générations imbriquées. Il montre que ces modèles sont isomorphes. Appliquant alors les résultats de la théorie développée sur les effets de club dans les modèles de biens publics locaux, il en déduit que les dépenses publiques en faveur des familles doivent être équivalentes aux dépen-

ses en faveur des retraités. Cependant, il n'intègre pas de variable décrivant le niveau d'éducation de la population.

De telles constructions théoriques connaissent des limites fortes comme le montre la controverse entre Nishimura et Zhang d'une part, et Lagerlöf d'autre part. Nishimura et Zhang (1992) ont élaboré un modèle à deux générations imbriquées vivant deux périodes, la fécondité étant endogène. Ils ont montré qu'il était efficace d'investir simultanément dans le capital physique et dans les enfants en utilisant des solutions optimales intérieures. Lagerlöf (1997) critique leurs résultats en montrant qu'ils se sont trompés en ne prenant pas en compte les solutions de coins. La meilleure solution de leur modèle est un investissement uniquement en capital, l'investissement dans les enfants étant rendu moins rentable du fait de leur coût élevé.

Le principal enseignement de ces travaux est que l'existence ou non des externalités dépend de la manière dont on traite l'impact de la présence d'enfants sur le financement futur des retraites, et en particulier le rôle de l'éducation.

3.3 Le compromis entre nombre d'enfants et qualité

3.3.1 Les limites d'une approche purement quantitative

Si le soutien à l'investissement en capital humain se justifie en présence d'externalités, il n'est pas certain que cela signifie que la réponse optimale soit un soutien au nombre d'enfants. Le modèle néoclassique de la famille montre l'importance du compromis à faire entre qualité et nombre d'enfants.

Becker et Murphy (1990) considèrent que la rentabilité comparée de l'investissement en capital humain et en nombre d'enfants dépend du développement du capital humain. Dans les sociétés développées, l'investissement en capital humain est préférable. Zhang (1997) aboutit à un résultat similaire. Il montre dans un modèle de croissance optimale que subventionner l'éducation a un effet positif direct sur la croissance et un effet indirect à travers une réduction de la fécondité. Par contre, une politique visant uniquement à l'augmentation du nombre d'enfants réduit la croissance par tête et le bien-être de chaque génération.

En fait, les résultats de tous ces travaux résident sur l'existence et sur le niveau de ce compromis entre nombre d'enfants et qualité. Si la qualité des enfants ne dépend pas de leur nombre, les résultats sont finalement assez caducs. Sinon, ils méritent une certaine considération.

Les travaux de la Direction de l'Évaluation et de la Prospective du ministère français de l'éducation nationale, cités dans le rapport Thélot (1998, p. 109) confirment l'existence d'un compromis entre nombre d'enfants et qualité au sein des familles. Les enfants des familles nombreuses, toutes choses égales par ailleurs, réussissent moins bien que les enfants uniques ou ayant un seul frère ou sœur : leur niveau à l'entrée en 6^e est inférieur et leur progression au collège moins rapide. Les travaux de Hanushek (1992) appuient cette thèse. Hanushek a cherché à mettre en évidence cet effet au moyen d'une étude économétrique sur des données de panel sur les résultats des enfants américains à des examens au début du primaire et à sa fin. Son échantillon est constitué d'élèves noirs d'écoles américaines. Son estimation économétrique montre que le niveau en fin de primaire d'un enfant qui a un frère ou une sœur est inférieur de 2 % au niveau d'un enfant unique, à niveau initial d'entrée en primaire donné. Le sixième enfant réduit le niveau de ses frères et sœurs de 0,5 % (l'écart est lié en partie à la spécification du modèle). Cet effet négatif des familles nombreuses sur l'évolution du niveau scolaire au cours du cycle primaire s'additionne à un effet négatif pendant la période préscolaire qui semble un peu plus élevé.

Ces études mettraient bien en évidence l'existence d'un choix entre qualité et quantité. Cependant, ce résultat reste fragile. L'échantillon de Hanushek est très spécifique du fait de la nécessité de limiter au maximum l'influence d'autres caractéristiques. Par ailleurs, l'impact du nombre d'enfants sur le niveau d'éducation peut paraître relativement limité. Les parents de familles nombreuses consacrent probablement plus de temps à leurs enfants. Par ailleurs, ils ont la possibilité de s'occuper de plusieurs enfants en même temps : la qualité pourrait être au moins partiellement le produit d'un bien public.

Au-delà, il reste à examiner l'existence d'un compromis entre qualité et quantité au niveau d'un État. En effet, les moyens dépensés pour chaque élève pourraient dépendre du nombre d'enfants.

3.3.2 Critiques du concept de qualité

L'existence de ce choix entre qualité et quantité ont été remis en cause. L'introduction de la qualité dans le modèle théorique de la « New Home Economics » peut paraître assez artificielle et sembler d'abord répondre à la volonté de considérer l'enfant comme un bien supérieur (cf. *Journal of Population Economics* n°51).

Certains sociologues considèrent que la qualité de l'enfant est d'abord une variable sociale. Le milieu dans lequel vit un ménage lui impose ses choix en termes d'éducation et plus globalement de dépenses afférentes aux enfants. Cependant, cette critique est limitée par le fait qu'un choix social dépend de la situation moyenne à laquelle fait face l'ensemble des ménages de cette catégorie. Si la politique familiale les incite à avoir plus d'enfants en moyenne qu'à l'optimum et à sous-investir dans l'éducation de leurs enfants, du fait de l'importance du coût global, la norme sociale évoluera.

Conclusion

Les études démographiques et économétriques mettent en évidence l'existence d'un effet significatif des mesures en direction des familles sur le nombre de naissances. Certains travaux permettent même d'estimer l'impact incitatif global des allocations aux familles en France à environ 10 % des naissances ou 0,2 enfants par femme. L'incertitude qui entoure ce chiffre est grande. Plusieurs auteurs mettent en lumière la différence entre effets à court et moyen terme et effets à plus long terme, mal prise en compte par les modèles économétriques. À court et moyen terme, une part de la hausse de la fécondité engendrée par la politique familiale est liée à une accélération des calendriers de naissance. Des estimations de modèles de choix discrets devraient permettre d'affiner l'analyse.

Cette influence de la politique familiale reste extrêmement sensible au choix des instruments mis en oeuvre. L'aide aux enfants de rang élevé est considérée en France comme relativement efficace. Cependant, les travaux économétriques n'aboutissent pas à une conclusion univoque.

D'autres outils de politique familiale pourraient se révéler efficaces, même si peu de travaux y ont été consacrés. On a l'intuition que l'aide à la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale en constituerait un bon exemple. En effet, un des déterminants principaux de la baisse de la fécondité aurait été l'attrait croissant du travail féminin. Cependant, aucun

travail empirique robuste n'a validé cette hypothèse d'un effet efficace des aides visant à concilier vie familiale et vie professionnelle. L'analyse pourrait être aussi élargie à l'ensemble des politiques modifiant l'environnement social, économique et institutionnel des familles.

Les conclusions des recherches sur une justification économique de l'objectif de soutien à la natalité sont encore plus fragiles que celles des travaux sur l'impact des politiques en faveur des familles. La théorie de la croissance endogène et le système de financement des régimes de retraite laissent à penser qu'il existe des externalités qui rendent pertinentes des mesures de soutien à la natalité : la valeur des enfants pour la collectivité serait supérieure à la valeur des enfants pour leurs seuls parents.

Cependant, pour plusieurs économistes, ce soutien au nombre d'enfants est relativement inefficace si on prend en compte toute l'importance de l'éducation, qui serait en fait la véritable cause des externalités. Une aide à l'éducation paraît alors nettement supérieure à une politique de soutien à la natalité.

Ce débat devrait encore rester longtemps très ouvert. Il paraît relativement difficile d'apporter des validations empiriques à des arguments théoriques sur les externalités liées à la fécondité.

Bibliographie

- BARRO Robert J., Determinants of economic growth : a cross-country empirical study, *NBER working paper series*, 1996, n°5698.
- BARRO Robert J. et BECKER Gary S., Fertility choice in a model of economic growth, *Econometrica*, 1989, n°57-2, pp 481-501.
- BECKER Gary S., *A Treatise on the Family*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.
- BECKER Gary S. et MURPHY Kevin M., Human capital, Fertility and economic growth, Cambridge, *NBER working paper series*, 1990, n°3414.
- BECKER Gary S. et BARRO Robert J., A Reformulation of the Economic Theory of Fertility, *The Quarterly Journal of Economics*, 1988, n°CIII-1, pp. 1-25.

- BECKER Gary .S. et LEWIS H. Gregg, On the interaction between the quantity and quality of children, *Journal of Political Economy*, 1973, n°81, pp.279-288.
- BICHOT Jacques, *Économie de la Protection Sociale*, Paris, A. Colin, 1992.
- BICHOT Jacques, *Quelles retraites en l'an 2000 : constats, analyses, solutions*, Paris, A. Colin, 1993.
- BLACKBURN, McKinley L., BLOOM David E. et NEUMARK David, Fertility timing, wages and human capital, *NBER working paper series*, 1990, n°3422.
- BLANCHET Didier, Les effets démographiques des différentes mesures de politique familiale : un essai d'évaluation, *Population*, 1987, n°1, pp. 99-127.
- BLANCHET Didier, Interpréter les évolutions temporelles de l'activité féminine et de la fécondité », *Population*, 1992, n°2, pp. 389-408.
- BLANCHET Didier et KLEIN Annabel, Comportements démographiques et politique familiale : que retenir des approches économiques ?, *Recherches et Prévisions*, 1997, n°48, pp. 45-53.
- BLANCHET Didier et EKERT-JAFFE Olivia, The Demographic Impact of Family Benefits : Evidence from a Micro-Model and from Macro-Data, *The Family, the Market and the State in Ageing Societies*, Oxford, Clarendon Press, 1994, pp. 79-104.
- BLANCHET Didier et PENNEC Sophie, Hausse de l'activité féminine : quels liens avec l'évolution de la fécondité ?, *Économie et statistique*, 1996, n°300, pp. 95-104.
- BONNEUIL Noël, Conjoncture et structure dans le comportement de fécondité, *Population*, 1989, n°1, pp. 135-157.
- BRANDER James A. et DOWRICK Steve, The rôle of fertility and population in economic growth : empirical results from aggregate cross-national data, *Journal of Population Economics*, 1994, n°7-1, pp. 1-25.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *L'évolution démographique et la sécurité sociale en Europe*, Genève, Bureau international du travail, 1991.

- CHESNAIS Jean-Claude, *La transition démographique : étapes, formes, implications économiques : études de séries temporelles (1720 - 1984) relatives à 67 pays*, Paris, PUF, 1986.
- CIGNO Alessandro, Fertility and the tax-benefit system : a reconsideration of the theory of family taxation, *Economic journal*, 1986, n°384, pp. 1035-1051.
- CREMER Helmut et PESTIEAU Pierre, Bequest, Filial Attention and Fertility, *Economica*, 1991, vol. 58, n°231, pp. 359-375.
- DUPUIS Jean-Marc, GAZIER Bernard et RAY Jean-Claude, *Analyse économique des politiques sociales*, Paris, PUF, 1988.
- EASTERLIN Richard A., Relative economic status and the american fertility swing, *Family economic behaviour*, Sheldon (Ed.), 1973, pp. 57-133.
- EKERT-JAFFE Olivia et MAUGUE Christine, La politique familiale, *La France dans deux générations*, Paris, Fayard, 1992, pp. 223-253.
- EKERT-JAFFE Olivia, Effets et limites des aides financières aux familles : une expérience, un modèle, *Population*, 1986, n°2, pp. 327-348.
- GALOR Oded et WEIL David N., The gender gap, fertility and growth, *NBER working paper series*, 1993, n°4550.
- GAUTHIER Anne Hélène et HATZIUS Jan, Family benefits and fertility : an econometric analysis, *Population Studies*, 1997, n°51, pp. 295-306.
- HANTRAIS Linda, La fécondité en Allemagne et au Royaume-Uni : les effets possibles de la politique familiale, *Population*, 1992, n°4, pp. 987-1016.
- HANUSHEK Eric A., The trade-off between child quantity and quality, *Journal of Political Economy*, 1992, n°100-1, pp 84-117.
- HAUT CONSEIL DE LA POPULATION ET DE LA FAMILLE, *Démographie et politique familiale en Europe*, Paris, La documentation française, 1989.
- HOTZ Joseph V. et MILLER Robert A., An empirical analisis of life cycle fertility and female labor supply, *Econometrica*, 1988, n°56-1, pp. 91-118.
- LAGERLOF Nils Peter, Endogenous fertility and the old age security hypothesis : a note, *Journal of Public Economics*, 1997, n°64-2, pp. 279-286.

- LEFEBVRE Pierre, BROUILLETTE Liliane et FELTEAU Claude, « Les effets des impôts et des allocations familiales sur les comportements de fécondité et de travail des canadiennes : résultat d'un modèle de choix discrets », *Population*, 1994, n°2, pp. 415-456.
- MOCAN H. Naci, Business cycles and fertility dynamics in the U.S. : a vector-autoregressive model, *NBER working paper series*, 1990, n°3177.
- MONNIER Alain, Bilan de la politique familiale en République Démographique Allemande : un réexamen, *Population*, 1989, n°2, pp. 377-415.
- NISHIMURA Kazuo et ZHANG Junsen, Pay-as-you-go public pensions with endogenous fertility, *Journal of Public Economics*, 1992, n°48-2, pp. 239-258.
- PAUTI Anne, La politique familiale en Suède, *Population*, 1992, n°4, pp. 959-986.
- PENNEC Sophie, Politique familiale en Angleterre-Galles depuis 1945, *Population*, 1989, n°2, pp. 417-428.
- RAZIN Assaf et YUEN Chi-Wa, « Utilitarian tradeoff between population growth and income growth », *Journal of Population Economics*, 1995, N°8-1, pp. 81-87.
- RIGNOLS Elisabeth, Incitation à l'interruption de l'activité professionnelle : effets en termes d'emploi et de natalité, *Économie et prévision*, 1996, n°122, pp. 59-68.
- SCHWARTZ Karl, Les effets démographiques de la politique familiale en RFA et dans ses Länder depuis la seconde guerre mondiale, *Population*, 1989, n°2, pp. 395-415.
- SCHWEIZER Urs, Endogenous fertility and the Henry George Theorem, *Journal of Public Economics*, 1992, n°61, pp. 209-228.
- TAPINOS Georges, *La France dans deux générations : population et société dans le premier tiers du XXIème siècle*, Paris, Fayard, 1992.
- TERRA ABRAMI Valerio et SORVILLO Maria Pia, La fécondité en Italie et dans ses régions, *Population*, 1993, n°3, pp. 735-751.
- THELOT Claude et VILLAC Michel, *Politique familiale, bilan et perspectives*, Paris, La documentation française, 1998.

- WHITTINGTON Leslie A., ALM James et PETERS H. Elizabeth, Fertility and the personal exemption: implicit pronatalist policy in the United States, *American Economic Review*, 1990, n°80-3, pp. 545-556.
- WITTMANN Marie-Véronique, Fécondité et revenu-seuil, *Revue française d'économie*, 1993, n°VIII-4, pp. 121-145.
- WILLIS Robert J, A new approach to the economic theory of fertility behavior, *Journal of Political Economy*, 1973, n°81, pp. 14-64.
- ZHANG Jie, Fertility, growth and public investments in children », *Canadian Journal of Economics*, 1997, n°30-4, pp. 835-843.
- ZHANG Jie et ZHANG Junsen, « Fertility and wage rates in an overlapping-generations model », *Canadian Journal of Economics*, 1997, N°30-1, pp. 224-234.

Résumé

On s'interroge, dans cet article, sur la pertinence économique d'un soutien en faveur de la natalité. Ce soutien n'est efficace que si des externalités positives liées à la présence d'enfants existent et si des politiques publiques visant à leur prise en compte par les ménages dans leur décision de fécondité ont effectivement un impact sur leurs comportements. En effet, si le comportement de fécondité des ménages n'est pas modifié par les transferts en faveur des familles, ceux-ci ne généreront aucun gain de surplus collectifs. L'évaluation de l'effet des politiques familiales sur la natalité fait l'objet de nombreux travaux démographiques et économétriques. Par ailleurs, deux raisons de l'existence d'externalités positives sont couramment avancées: l'impact de la population sur la croissance économique et l'existence de régimes de retraite par répartition. Le débat sur leur réalité fait l'objet de travaux théoriques et empiriques dont quelques-uns mettent en avant que la cause réelle de l'externalité est le niveau d'éducation et qu'il existe un arbitrage entre niveau d'éducation et nombre d'enfants.

Abstract

This paper deals with the economic relevance of public supports targeted at a rising of the birth rate. These supports are efficient insofar having children generates positive externalities and public policies which

correct these externalities have a significant effect on household behaviour. Indeed, family allowances will not improve the welfare if they do not modify household behaviour. Several demographic and econometric studies try to estimate the influence of child benefits on the birth rate. Otherwise, two sources of positive externalities can be identified: the impact of demography on economic growth and the existence of pay-as-you-go systems. Among the empirical and theoretical papers which deal with these issues, some of them raise the problem of the choice between the number of children and their level of education.

Mots-clé

Natalité, politique familiale

Keywords

family policy, birth

JEL

J1, J18